

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2644

[C — 2009/29379]

26 MARS 2009. — Décret modifiant le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » et le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications apportées au décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. »*

Article 1^{er}. A l'article 2, § 1^{er}, alinéa 4, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », le point 5 est remplacé par le point suivant :

« 5° les services d'accueil spécialisé autorisés en application de l'article 6 et/ou agréés et/ou subventionnés en application de l'article 3; »

Art. 2. A l'article 7 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Le § 1^{er}, alinéa 3, est complété par la phrase suivante :

« Le (la) Président(e) du Comité de programmation est invité au Conseil d'administration lorsqu'une proposition ou un avis du Comité de programmation est inscrit à l'ordre du jour. »

2° Au § 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Deux des membres du Conseil d'administration sont nommés par le Gouvernement sur avis conforme, pour l'un, du Gouvernement de la Région wallonne et, pour l'autre, du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Si l'un et/ou l'autre de ces avis conformes n'est pas intervenu endéans un délai de 6 mois suivant la formation du Gouvernement à la suite du renouvellement du Conseil de la Communauté française, il revient au Gouvernement de nommer le ou les membres pour lesquels aucun avis conforme n'est intervenu, conformément aux dispositions prévues au § 1^{er} et aux alinéas 1^{er}, 3 et 4 de ce paragraphe, parmi les candidatures visées à l'alinéa 2 du § 1^{er}. »

Art. 3. Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Sans préjudice de l'article 7, § 2, alinéa 2, » sont ajoutés avant les mots « les Administrateurs et les Administratrices sont nommés dans les trois mois qui suivent la formation du Gouvernement à la suite du renouvellement du Conseil de la Communauté française. »

Art. 4. Dans le Chapitre III du même décret, il est inséré une section 6 intitulée « Le Comité de programmation ».

Art. 5. L'article 15 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » est remplacé par la disposition suivante :

« Article 15. Le secrétariat du Conseil d'Administration est assuré, sous la responsabilité de l'Administrateur(trice) général(e), par le (la) Directeur(trice) général(e) adjoint(e) Expert(e).

Le secrétariat du Conseil d'Administration est notamment chargé de :

1° préparer le projet d'ordre du jour;

2° superviser la préparation des notes à traiter en séance;

3° sans préjudice de l'article 23, alinéa 1^{er}, veiller au suivi, par l'Administration, avec autorité sur celle-ci, des décisions prises. »

Art. 6. Dans la section 6 du même décret insérée par l'article 4, il est inséré un article 22/1 rédigé comme suit :

« Article 22/1. Il est créé un Comité de programmation composé, selon les dispositions arrêtées par le Gouvernement, de :

1° Cinq représentant(e)s des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs;

2° Cinq représentant(e)s des organisations intersectorielles représentatives des employeurs;

3° Cinq représentant(e)s d'organisations représentatives des familles.

L'Administrateur(trice) général(e) de l'O.N.E. ou son représentant, les commissaires du Gouvernement auprès de l'O.N.E., un représentant de la Région wallonne et un représentant de la Commission communautaire française sont invités au Comité de programmation, sans voix délibérative.

Les membres du Comité de programmation visés à l'alinéa 1^{er} sont nommés par le Gouvernement sur proposition des organisations visées à l'alinéa 1^{er}. Leur mandat expire en même temps que le mandat des membres du Conseil d'Administration.

Le Gouvernement nomme également, pour chaque membre effectif visé à l'alinéa 1^{er}, un membre suppléant, aux mêmes conditions que les membres effectifs. Le membre suppléant ne siège qu'en l'absence du membre effectif.

Le Comité de programmation est composé de maximum deux tiers de membres du même sexe. »

Art. 7. Dans la même section 6, il est inséré un article 22/2 rédigé comme suit :

« Article 22/2. - Tous les deux ans et demi, le Comité de programmation désigne parmi ses membres ayant voix délibérative un(e) président(e) et deux vice-président(e)s. Le (la) président(e) et les deux vice-président(e)s sont issus de chacune des trois catégories visées à l'article 22/1, alinéa 1^{er}.

Chacune des trois catégories de membres visées à l'article 22/1, alinéa 1^{er} assume à tour de rôle la présidence du Comité de programmation pour une période de deux ans et demi. »

Art. 8. Dans la même section 6, il est inséré un article 22/3 rédigé comme suit :

« Article 22/3. - Le Comité de programmation est chargé de :

1° Formuler, à la demande du Conseil d'administration, lorsque le principe d'une programmation pour les milieux d'accueil collectif est décidé, une proposition de critères de programmation en matière d'accueil;

2° Formuler, à la demande du Conseil d'administration, lorsque le principe d'une programmation pour les milieux d'accueil collectif est décidé, des avis sur une proposition de critères de programmation en matière d'accueil formulée par l'Office sur la base de l'article 22/5, § 3;

3° Formuler, d'initiative ou à la demande du Conseil d'administration ou du Gouvernement, des avis à l'intention du Conseil d'administration sur la politique d'accueil.

Par programmation au sens de la présente disposition, il y a lieu d'entendre un appel public à candidatures destiné aux milieux d'accueil collectif en vue de déterminer les services ou institutions qui pourront, le cas échéant, bénéficier, en application de critères de programmation déterminés, d'un agrément et/ou d'un subventionnement. La procédure d'organisation de programmations et les critères de programmation sont fixés dans le contrat de gestion prévu aux articles 26 et 27. »

Art. 9. Dans la même section 6, il est inséré un article 22/4 rédigé comme suit :

« Article 22/4. - L'Office ne peut formuler au Gouvernement une proposition de contrat de gestion ou une modification du contrat de gestion pour y insérer des critères de programmation que s'il a demandé préalablement au Comité de programmation une proposition conformément à l'article 22/3, 1° ou un avis conformément à l'article 22/3, 2°. »

Art. 10. Dans la même section 6, il est inséré un article 22/5 rédigé comme suit :

« Article 22/5. § 1^{er} Les propositions et avis du Comité de programmation sont pris à la majorité des deux tiers des membres ainsi qu'à la majorité dans chacune des catégories de membres visées à l'article 22/1, alinéa 1^{er}.

Les propositions et avis du Comité de programmation sont transmis au Conseil d'administration ou par l'entremise de ce dernier au Gouvernement.

Les propositions et avis du Comité de programmation, tels que visés à l'article 22/3, 1° et 2°, sont rendus dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande de proposition adressée au (à la) président(e) du Comité de programmation. Passé ce délai, le Conseil d'administration prend attitude.

Les avis du Comité de programmation, tels que visés à l'article 22/3, 3°, sont rendus dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'avis adressée au (à la) président(e) du Comité de programmation.

Le Comité de programmation adopte, pour le surplus, un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'approbation du Gouvernement.

§ 2. Le Conseil d'administration statue sur la proposition du Comité de programmation visée à l'article 22/3, 1° ou suite à l'avis rendu en vertu de l'article 22/3, 2°, dans un délai maximum de quarante-cinq jours à dater de la réception de la proposition ou de l'avis par le (la) président(e) du Conseil d'administration. Passé ce délai, le Conseil d'administration est tenu d'adopter la proposition ou de suivre l'avis.

Si les deux tiers des membres présents du Conseil d'administration sont en désaccord avec la proposition ou l'avis, le Conseil d'administration motive son désaccord et une nouvelle proposition ou un nouvel avis est demandé au Comité de programmation. Celui-ci transmet sa nouvelle proposition ou un nouvel avis au Conseil d'administration dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande par le (la) président(e) du Comité de programmation.

Le Conseil d'administration statue sur cette nouvelle proposition ou suite au nouvel avis.

§ 3. Une procédure d'urgence peut être invoquée à titre exceptionnel par le Conseil d'administration. Le recours à cette procédure doit être dûment motivé. Dans ce cas, l'Office transmet une proposition au Comité de programmation qui doit rendre son avis dans un délai de 15 jours à dater de sa réception par le (la) président(e) du Comité de programmation. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable. Le Conseil d'administration statue sur cet avis.

§ 4. Les critères de programmation, une fois adoptés par l'Office, font l'objet d'une proposition de contrat de gestion ou de modification du contrat de gestion, transmise au Gouvernement, accompagnée de la proposition du Comité de programmation ou de l'avis que celui-ci a remis sur la proposition de l'Office.

Si ces critères de programmation sont modifiés lors des négociations entre le Gouvernement et le Conseil d'administration, ceux-ci ne doivent pas faire l'objet d'un nouvel avis du Comité de programmation, sauf si le Gouvernement le demande.

Les critères de programmation, une fois adoptés par l'Office et par le Gouvernement, sont transmis, pour information, au Comité de programmation. »

Art. 11. Dans l'article 23 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », sont insérés, entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, les deux alinéas suivants :

« Sur proposition du Conseil d'administration, prise à la majorité des deux tiers, le Gouvernement désigne, par arrêté délibéré, un(e) Directeur(trice) général(e) adjoint(e) expert(e) de rang 15 chargé d'apporter son expertise à l'Administrateur(trice) général(e) dans le cadre de sa direction visée à l'alinéa 1^{er}.

L'Administrateur(trice) général(e) peut déléguer, sous son autorité, tout ou partie de ses attributions au (à la) Directeur(trice) général(e) adjoint(e) expert(e). »

Art. 12. Dans l'article 24 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office national de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un paragraphe 2/1. rédigé comme suit :

« § 2/1. le (la) Directeur(trice) général(e) adjoint(e) expert(e) jouit du statut pécuniaire et du régime des pensions des agents de même rang des services du Gouvernement de la Communauté française et dispose des mêmes moyens logistiques que l'Administrateur(trice) général(e).

Le (la) Directeur(trice) général(e) adjoint(e) B expert(e) remplit les conditions générales d'admissibilité à un emploi public visées à l'article 1^{er}, § 3 de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « Sans préjudice des §§ 1^{er} et 2/1. » sont insérés avant les mots « le personnel est recruté, (...) »;

3° au même alinéa, le mot « Le » est remplacé par le mot « le ».

Art. 13. A l'article 26, § 2, du même décret, les mots « se terminant un an après le renouvellement du Conseil de la Communauté française » sont remplacés par les mots « de cinq ans ».

*CHAPITRE II. — Modifications apportées au décret du 3 juillet 2003
relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire*

Art. 14. A l'article 1^{er} du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les modifications suivantes sont apportées :

1° Un point 3/1 est inséré après le point 3, rédigé comme suit :

« 3/1. on entend par « coordinateur ATL », le (la) coordinateur(trice) accueil temps libre; »;

2° Un point 9 est ajouté après le point 8, rédigé comme suit :

« 9. on entend par « accueil extrascolaire flexible », l'accueil des enfants visés à l'article 2, durant le temps libre, avant sept heures et après dix-huit heures en semaine, et durant le week-end. »

Art. 15. L'article 5 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'engagement de la commune dans le processus de coordination Accueil Temps Libre se traduit par la signature d'une convention avec l'O.N.E. portant sur la mise en œuvre de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre. Le Gouvernement arrête, après avis de l'O.N.E., un modèle-type de convention comprenant au minimum les droits et obligations de la commune et de l'O.N.E. »

Art. 16. A l'article 6, § 1^{er}, alinéa 2, 1., du même décret, modifié par le décret du 1^{er} juillet 2005 portant diverses mesures en matière d'enseignement obligatoire et de promotion sociale, d'enseignement supérieur, de promotion de la santé à l'école, de la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, de l'aide à la jeunesse, d'éducation permanente et de fonds budgétaires, les mots « le (la) coordinateur(trice) de l'accueil visé(e) » sont remplacés par les mots « le coordinateur ATL visé ».

Art. 17. A l'article 7, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « le (la) coordinateur(trice) de l'accueil visé(e) » sont remplacés par les mots « le coordinateur ATL visé ».

Art. 18. Dans le Chapitre II du même décret, il est inséré un article 11/1, rédigé comme suit :

« Article 11/1 § 1^{er}. La CCA définit, chaque année, les objectifs prioritaires concernant la mise en œuvre et le développement qualitatif et quantitatif du programme CLE visé à l'article 8. Le coordinateur ATL visé à l'article 17 traduit ces objectifs prioritaires en actions concrètes dans un plan d'action annuel.

Le plan d'action annuel couvre la période de septembre à août. Il doit être présenté, débattu et approuvé par la CCA. Il est ensuite transmis au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21.

Le Gouvernement arrête, après avis de l'O.N.E., le canevas du plan d'action annuel et les modalités pratiques de transmission du plan d'action annuel.

§ 2. La réalisation du plan d'action annuel est évaluée par la CCA. Les résultats de cette évaluation sont repris dans le rapport d'activité du coordinateur ATL visé à l'article 17. Le rapport d'activité est transmis pour information aux membres de la CCA, au conseil communal et à la commission d'agrément visée à l'article 21.

Le Gouvernement arrête, après avis de l'O.N.E., le contenu minimal du rapport d'activité et les modalités pratiques de transmission du rapport annuel. »

Art. 19. Dans le même décret, l'intitulé du Chapitre IV est remplacé par ce qui suit : « De la qualité de l'accueil ».

Art. 20. A l'article 16 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou qui est agréé en vertu du présent décret » sont insérés entre les mots « programme CLE » et le mot « garantit la présence »;

2° Au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « ou qui est agréé en vertu du présent décret » sont insérés entre les mots « programme CLE » et le mot « tend à assurer »;

3° Au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « et chaque lieu d'accueil où sont accueillis des enfants par un opérateur de l'accueil agréé en vertu du présent décret » sont insérés entre les mots « programme CLE » et les mots « est encadré par un (une) responsable de projet d'accueil »;

4° Au § 2, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou qui est agréé en vertu du présent décret »;

5° Au § 3, les mots « au sein du programme CLE » sont remplacés par les mots « visées à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 2, ».

Art. 21. A l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, qui devient le § 1^{er}, les mots « d'au moins un coordinateur ou une coordinatrice de l'accueil » sont remplacés par les mots « d'au moins un coordinateur ATL »;

2° A l'alinéa 2, qui devient le § 2, dans la phrase préliminaire, les mots « les missions du (de la) coordinateur(trice) de l'accueil » sont remplacés par les mots « les missions du coordinateur ATL »;

3° Au § 2 nouveau, les points 1. à 7. sont remplacés par ce qui suit :

« 1° Soutenir le membre du Collège des Bourgmestre et Echevins en charge de cette matière, dans la mise en œuvre et la dynamisation de la coordination Accueil Temps Libre, telle que décrite dans le présent décret;

2° Sensibiliser et accompagner les opérateurs de l'accueil dans le développement de la qualité de l'accueil;

3° Soutenir le développement d'une politique cohérente pour l'Accueil Temps Libre sur le territoire de la commune. »;

4° Le § 2 nouveau est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête, après avis de l'O.N.E., les modalités de mise en œuvre de ces missions. »;

5° Un § 3 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 3. La personne affectée par la commune ou par l'asbl conventionnée visée au § 1^{er} pour remplir les missions de coordinateur ATL doit disposer, au minimum, d'un titre, diplôme ou certificat attestant d'une formation du niveau de l'enseignement supérieur de type court reconnue par le Gouvernement. La liste de ces titres, diplômes ou certificats est arrêtée par le Gouvernement. La commune ou l'asbl conventionnée visée au § 1^{er}, assure la formation continue du coordinateur ATL, notamment en l'inscrivant à des modules de formation repris dans le programme de formations continues visé à l'article 20, alinéa 2. »

Art. 22. A l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, dans la phrase préliminaire, les mots « ou dans le cadre de l'accueil effectué par tout opérateur de l'accueil agréé en vertu du présent décret » sont insérés entre les mots « programme CLE » et les mots « , les enfants accueillis »;

2° A l'alinéa 1^{er}, 2, les mots « au sein du programme CLE » sont remplacés par les mots « visés à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ».

Art. 23. A l'article 20, alinéas 1^{er} et 5, du même décret, les mots « au sein du programme CLE » sont à chaque fois remplacés par les mots « visés à l'article 16, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 2, ».

Art. 24. A l'article 27 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les alinéas 1^{er} et 2 sont regroupés dans un § 1^{er};

2° Un paragraphe 2 est inséré, rédigé comme suit :

« § 2. Par dérogation au § 1^{er}, le Gouvernement arrête les conditions dans lesquelles les opérateurs d'accueil qui remplissent la totalité des conditions de subventions plus strictes, prévues par ou en vertu de l'article 35, §2, sont dispensés, pour être agréés, du respect des conditions d'agrément suivantes :

1° Participer à un programme CLE s'il exerce ses activités, soit sur le territoire d'une commune qui ne dispose ni d'une CCA ni de programme CLE, soit sur le territoire d'une commune qui dispose d'une CCA mais n'a pas encore établi de programme CLE pour la partie du territoire sur laquelle l'opérateur de l'accueil exerce ses activités;

2° Remplir les conditions visées aux articles 13 et 15, § 2, alinéas 3 et 4. L'O.N.E. agréé l'opérateur de l'accueil visé à l'alinéa 1^{er} après vérification de ce qu'il rencontre les dispositions prévues par ou en vertu du présent décret. »

3° L'ancien alinéa 3 devient le paragraphe 3;

4° L'ancien alinéa 4 devient le paragraphe 4;

5° Le paragraphe 4 nouveau est remplacé par ce qui suit :

« Pour l'application des §§ 1^{er} et 2, l'agrément ne peut être accordé qu'à une personne morale de droit public ou à une association sans but lucratif. »

6° Un paragraphe 5 est ajouté, rédigé comme suit :

« § 5 En cas de refus d'agrément, l'opérateur de l'accueil peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision de l'O.N.E. Ce recours s'exerce par l'envoi d'une lettre recommandée dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la décision de refus.

Le requérant a le droit d'être entendu sur ses moyens de recours par le Gouvernement. Le Gouvernement examine le dossier dans un délai de 120 jours à dater du jour de la réception du recours. Il communique sa décision à l'opérateur de l'accueil par lettre recommandée. »

Art. 25. A l'article 29 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « par le présent décret » sont remplacés par les mots « par ou en vertu du présent décret »;

2° Un alinéa 3 et un alinéa 4 sont ajoutés, lesquels sont rédigés comme suit :

« Les décisions de retrait d'agrément sont susceptibles d'un recours auprès du Gouvernement selon la procédure prévue à l'article 27, § 5.

L'introduction du recours suspend les effets de la décision. »

Art. 26. Dans le même décret, l'intitulé du Chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« De la participation financière des personnes qui confient les enfants. »

Art. 27. A l'article 32 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « ou qui est agréé en vertu du présent décret » sont ajoutés entre les mots « qui participe au programme CLE » et les mots « en respectant les principes »;

2° A l'alinéa 3, les mots « ou qui sont agréés en vertu du présent décret » sont ajoutés entre les mots « qui participent au programme CLE » et les mots « peuvent pratiquer des réductions ».

Art. 28. A l'article 34 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « et la signature de la convention visée à l'article 5 » sont insérés entre les mots « première réunion de la CCA » et les mots « , bénéficie d'une subvention annuelle forfaitaire »;

2° A l'alinéa 1^{er}, les mots « du coordinateur ou de la coordinatrice de l'accueil » sont remplacés par les mots « du coordinateur ATL »;

3° A l'alinéa 3, les mots « article 17, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « article 17, §1^{er} »;

4° A l'alinéa 4, les mots « ou si l'agrément est retiré » sont remplacés par les mots « , si l'agrément est retiré ou si la commune ne respecte pas les termes de la convention visée à l'article 5 »;

Art. 29. Dans le Chapitre VII, Section 3 du même décret, l'intitulé de la Sous-section 1ère est remplacé par ce qui suit :

« Du fonctionnement de l'accueil extrascolaire. »

Art. 30. A l'article 35 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les six alinéas actuels forment le § 1^{er};

2° Des paragraphes 2, 3, 4 et 5 sont insérés, lesquels sont rédigés comme suit :

« § 2. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subventions couvrant des frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement, peuvent être accordées par l'O.N.E. à l'opérateur de l'accueil qui respecte des conditions supplémentaires de subvention relatives, notamment, à une accessibilité plus grande du projet en termes d'horaire d'ouverture, à une norme d'encadrement plus contraignante et aux infrastructures.

Dans ce cas, l'opérateur de l'accueil est réputé remplir les conditions d'agrément visées à l'article 27.

Les conditions supplémentaires de subvention visées à l'alinéa 1^{er} sont arrêtées par le Gouvernement.

Le Gouvernement arrête également les règles de calcul et les modalités pratiques et administratives d'octroi et de justification des subventions visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Lorsque l'O.N.E. constate qu'une des conditions de subvention prévues au § 1^{er} ou au § 2 n'est plus respectée, il adresse au service une mise en demeure de se conformer à ses obligations et précise le délai dont le service dispose à cet égard.

Si au terme du délai précisé à l'alinéa précédent, l'opérateur de l'accueil ne s'est toujours pas conformé à ses obligations, l'O.N.E. peut décider de suspendre, de retenir ou de retirer la subvention à l'opérateur d'accueil en fonction de la gravité du manquement.

Cette décision est motivée et notifiée à l'opérateur de l'accueil par lettre recommandée.

En cas de suspension des subventions, la décision indique la durée de la suspension, qui ne peut être supérieure à six mois.

§ 4. En cas de décision de refus d'octroi de subventions ou de suspension, retenue ou retrait de celles-ci, l'opérateur de l'accueil peut introduire un recours auprès du Conseil d'administration contre cette décision. Ce recours s'exerce par l'envoi d'une lettre recommandée dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de la réception de la décision de refus.

Le requérant a le droit d'être entendu sur ses moyens de recours.

Le Conseil d'administration examine le dossier dans un délai de 60 jours à dater du jour de la réception du recours. Il communique sa décision à l'opérateur de l'accueil par lettre recommandée.

L'introduction d'un recours suspend les effets de la décision.

§ 5. Le subventionnement simultané d'un opérateur de l'accueil pour un même lieu d'accueil à la fois sur la base de l'article 35, §1^{er} et sur la base de l'article 35, § 2, est exclu, sauf exceptions arrêtés par le Gouvernement. »

Art. 31. Dans le Chapitre VII, Section 3, du même décret, il est inséré une sous-section 1^{re}/1 intitulée « Du fonctionnement de l'accueil extrascolaire flexible ».

Art. 32. Dans la sous-section 1^{re}/1 du même décret insérée par l'article 31, il est inséré un article 35/1 rédigé comme suit :

« Article 35/1. En vue d'organiser l'accueil extrascolaire flexible, et dans les limites des crédits budgétaires disponibles, des subventions complémentaires couvrant des frais de personnel, de fonctionnement et d'équipement peuvent être accordées par l'O.N.E. à l'opérateur de l'accueil agréé.

Le Gouvernement arrête les conditions supplémentaires que doivent respecter les opérateurs de l'accueil agréés pour bénéficier des subventions complémentaires visées à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement arrête également les règles de calcul et les modalités pratiques et administratives d'octroi et de justification des subventions visées à l'alinéa précédent.

Ces subventions peuvent être suspendues, retenues ou retirées dans les cas et selon la procédure prévue à l'article 35, § 3.

En cas de décision de refus d'octroi de subventions ou de suspension, retenue ou retrait de celles-ci, l'opérateur de l'accueil peut introduire un recours selon la procédure prévue à l'article 35, § 4. »

Art. 33. A l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « à l'exclusion du ou des lieu(x) d'accueil de l'opérateur de l'accueil bénéficiaire(s) des subventions accordées en application de l'article 35, § 2, » sont insérés entre les mots « en vertu du présent décret, » et les mots « pour l'accueil d'enfants de milieux défavorisés ».

Art. 34. A l'article 37, alinéa 1^{er}, du même décret, dans la phrase préliminaire, les mots « à l'exclusion du ou des lieu(x) d'accueil de l'opérateur de l'accueil bénéficiaire(s) des subventions accordées en application de l'article 35, § 2, » sont insérés entre les mots « en vertu du présent décret, » et les mots « et qui développe des nouvelles activités ».

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Section I^{re}. — Dispositions transitoires générales

Art. 35. Le Gouvernement peut arrêter des dispositions transitoires en ce qui concerne les opérateurs de l'accueil reconnus et subventionnés dans le cadre du Fonds d'Équipement et de Services collectifs (« FESC ») à la date de dissolution de ce dernier.

Section II. — Dispositions transitoires particulières

Art. 36. Les communes qui bénéficient, lors de l'entrée en vigueur du présent décret, de la subvention de coordination prévue à l'article 34 du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié par le présent décret, se voient accorder un délai de neuf mois à dater de l'entrée en vigueur de l'arrêté fixant le contenu et les modalités d'application de la convention visée à l'article 5 du décret du 3 juillet 2003 précité pour se conformer aux nouvelles obligations imposées par le présent décret.

Art. 37. L'article 17, § 3, alinéa 1^{er}, du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil durant le temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié par le présent décret, n'est d'application que pour les coordinateurs ATL recrutés après la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Section III. — Disposition finale

Art. 38. Les articles 2, 1°, 4, 6 à 10, 14, 2°, 19, 20, 22, 23, 24, 1° à 5°, 25, 1°, 26, 27, 29 à 35 entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement qui ne peut être antérieure à l'entrée en vigueur de la loi spéciale modifiant, en vue d'octroyer des moyens supplémentaires aux Communautés, la loi du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et de la loi abrogeant, en vue de dissoudre le FESC, l'article 107 des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour les travailleurs salariés.

L'article 2, 2° et l'article 3 entrent en vigueur pour le premier renouvellement du Conseil d'administration qui suit l'entrée en vigueur des dispositions visées à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 26 mars 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et des Sports,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture, et de l'Audiovisuel,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,

M. TARABELLA

—
Note

(1) *Session 2008-2009* :

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 616-1. — Avis du Conseil d'Etat, n° 616-2. — Amendements de commission, n° 616-3. — Rapport, n° 616-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 24 mars 2009.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2644

[C - 2009/29379]

26 MAART 2009. — **Decreet houdende wijziging van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. » en van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »*

Artikel 1. In artikel 2, § 1, vierde lid, van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », wordt punt 5 vervangen door het volgende punt :

« 5° de diensten voor speciale opvang gemachtigd met toepassing van artikel 6 en/of erkend en/of gesubsidieerd met toepassing van artikel 3; ».

Art. 2. In artikel 7 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1, derde lid, wordt aangevuld met de volgende zin : « De Voorzitter van het Programmatiecomité wordt uitgenodigd op de raad van bestuur wanneer een voorstel of een advies van het Programmatiecomité op de agenda staat. ».

2° In § 2, wordt een lid, luidend als volgt, ingevoegd tussen het eerste lid en het tweede lid : « Twee leden van de raad van bestuur worden benoemd door de Regering op eensluidend advies, voor het eerste, van de Regering van het Waalse Gewest, en voor het tweede, van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Indien een van beide of allebei eensluidende adviezen niet uitgebracht wordt(-en) binnen een termijn van 6 maanden na de vorming van de Regering ten gevolge van de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap, komt het de Regering toe het lid of de leden te benoemen waarvoor geen eensluidend(e) advies(-zen) werd uitgebracht, overeenkomstig de bepalingen bedoeld bij § 1 en bij het eerste, het derde en het vierde lid van deze paragraaf, onder de kandidaturen bedoeld bij het tweede lid van § 1. »

Art. 3. In artikel 9, § 1, eerste lid, worden de woorden « Onverminderd artikel 7, § 2, tweede lid. » toegevoegd na de woorden « De bestuurders worden benoemd binnen de drie maanden die volgen op de vorming van de Regering ingevolge de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap ».

Art. 4. In Hoofdstuk III van hetzelfde decreet, wordt een afdeling 6 ingevoegd luidend « Het programmatiecomité ».

Art. 5. Artikel 15 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 15. Onder de verantwoordelijkheid van de administrateur-generaal, wordt het secretariaat van de raad van bestuur door de adjunct-directeur-generaal - deskundige waargenomen.

Het secretariaat van de raad van bestuur is inzonderheid belast met :

- 1° de voorbereiding van het ontwerp van agenda;
- 2° het toezicht op de voorbereiding van de nota's die tijdens de vergadering behandeld zullen worden;
- 3° onverminderd artikel 23, eerste lid, het zorgen voor de follow-up, door het bestuur, met gezag erover, van de genomen beslissingen. »

Art. 6. In afdeling 6 van hetzelfde decreet, ingevoegd door artikel 4, wordt een artikel 22/1, luidend als volgt, ingelast :

« Art. 22/1. Er wordt een Programmatiecomité opgericht, samengesteld, volgens de bepalingen getroffen door de Regering, uit :

- 1° vijf vertegenwoordigers van de interprofessionele verenigingen die de werknemers vertegenwoordigen;
- 2° vijf vertegenwoordigers van de intersectoriële verenigingen die de werknemers vertegenwoordigen;
- 3° vijf vertegenwoordigers die de gezinnen vertegenwoordigen.

De administrateur-generaal van de O.N.E. of diens vertegenwoordiger, de commissarissen van de Regering bij de O.N.E., een vertegenwoordiger van het Waalse Gewest en een vertegenwoordiger van de Franse Gemeenschapscommissie worden uitgenodigd op het Programmatiecomité, zonder stemgerechtigd te zijn.

De leden van het Programmatiecomité bedoeld bij het eerste lid worden door de Regering benoemd op de voordracht van de verenigingen bedoeld bij het eerste lid. Hun mandaat verstrijkt op hetzelfde ogenblik als het mandaat van de leden van de raad van bestuur.

De Regering benoemt tevens, voor ieder werkend lid bedoeld bij het eerste lid, en plaatsvervangend lid, en dit onder dezelfde voorwaarden als deze geldig voor de werkende leden.

Het Programmatiecomité wordt samengesteld uit maximum twee derde van leden van hetzelfde geslacht. »

Art. 7. In dezelfde afdeling 6 wordt een artikel 22/2, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 22/2.- Om de twee en een half jaar wijst het Programmatiecomité onder zijn stemgerechtigde leden een voorzitter en twee ondervoorzitters aan. De voorzitter en de twee ondervoorzitters komen voort uit iedere van de drie categorieën bedoeld bij artikel 22/1, eerste lid.

Iedere van de drie ledencategorieën bedoeld bij artikel 22/1, eerste lid, neemt beurtelings het voorzitterschap waar van het Programmatiecomité voor een periode van twee en een half jaar. »

Art. 8. In dezelfde afdeling 6 wordt een artikel 22/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22/3.- Het Programmatiecomité is belast met :

1° op de aanvraag van de raad van bestuur, wanneer beslist wordt over het beginsel van een programmering voor de milieus voor collectieve opvang, het verwoorden van een voorstel van programmatiecriteria inzake opvang;

2° op de aanvraag van de raad van bestuur, wanneer beslist wordt over het beginsel van een programmering voor de milieus voor collectieve opvang, het uitbrengen van adviezen over een voorstel van programmatiecriteria inzake opvang verwoord door de Office op basis van artikel 22/5, § 3;

3° op eigen initiatief of op de aanvraag van de raad van bestuur of van de Regering, het verlenen van adviezen ten behoeve van de raad van bestuur over het opvangbeleid.

Onder « programmatie » in de zin van deze bepaling dient verstaan te worden een publieke oproep tot de kandidaten bestemd voor de milieus voor collectieve opvang om de diensten of instellingen te bepalen die, desnoods, met toepassing van vastgestelde programmatiecriteria, een erkenning en/of een subsidiëring zullen kunnen genieten. De procedure voor de inrichting van programmeringen en de programmatiecriteria worden in de beheersovereenkomst bedoeld bij de artikelen 26 en 27, bepaald. »

Art. 9. In dezelfde afdeling 6 wordt een artikel 22/4, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. 22/4. Enkel als hij vooraf aan het Programmatiecomité een voorstel overeenkomstig artikel 22/3, 1° of een advies overeenkomstig artikel 22/3, 2° heeft aangevraagd, kan de Office een voorstel aan de Regering richten voor de beheersovereenkomst of een wijziging ervan om er programmatiecriteria in te voegen. »

Art. 10. In dezelfde afdeling 6 wordt een artikel 22/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 22/5. § 1. De voorstellen en adviezen van het programmatiecomité worden genomen bij de tweederde meerderheid van de leden alsook bij de meerderheid in iedere categorie van leden bedoeld bij artikel 22/1, eerste lid.

De voorstellen en adviezen van het Programmatiecomité worden aan de raad van bestuur overgezonden of door toedoen van deze laatste aan de Regering.

De voorstellen en adviezen van het Programmatiecomité, zoals bedoeld bij artikel 22/3, 1° en 2°, worden uitgebracht binnen een termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om voorstel gericht aan de voorzitter van het Programmatiecomité. Eenmaal deze termijn verstreken, neemt de raad van bestuur stelling.

De adviezen van het Programmatiecomité, zoals bedoeld bij artikel 22/3, 3°, worden uitgebracht binnen een termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag om advies gericht aan de voorzitter van het Programmatiecomité.

Daarenboven neemt het Programmatiecomité een huishoudelijk reglement aan dat aan de goedkeuring van de Regering wordt voorgelegd.

§ 2. De raad van bestuur neemt een beslissing over het voorstel van het Programmatiecomité bedoeld bij artikel 22/3, 1° of na het advies verleend krachtens artikel 22/3, 2°, binnen een maximale termijn van 45 dagen vanaf de ontvangst van het voorstel of het advies door de voorzitter van de raad van bestuur. Eenmaal deze termijn verstreken, moet de raad van bestuur het voorstel aannemen of het advies volgen.

Indien de twee derden van de aanwezige leden van de raad van bestuur niet akkoord gaan met het voorstel of het advies, bekleedt de raad van bestuur zijn onenigheid met redenen en wordt een nieuw voorstel of advies aan het Programmatiecomité gevraagd. Dit laatste zendt zijn nieuwe voorstel of advies aan de raad van bestuur over binnen een termijn van 20 dagen vanaf de ontvangst van de aanvraag door de voorzitter van het Programmatiecomité.

De raad van bestuur neemt stelling over dit nieuwe voorstel of ten gevolge van dit nieuwe advies.

§ 3. Er kan een procedure om dringende redenen bij wijze van uitzondering ingesteld worden door de raad van bestuur. Het instellen van deze procedure dient degelijk met redenen omkleed te worden. In dergelijk geval zendt de Office een voorstel over aan het Programmatiecomité dat zijn advies moet uitbrengen binnen de 14 dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter van het Programmatiecomité. Eenmaal deze termijn verstreken, wordt het advies als gunstig geacht. De raad van bestuur neemt een beslissing over dit advies.

§ 4. De programmatiecriteria eenmaal door de Office aangenomen, worden voorgelegd als voorstel van beheersovereenkomst of wijziging van de beheersovereenkomst aan de Regering, met het voorstel van het Programmatiecomité of het advies dat het over het voorstel ten behoeve van de Office heeft uitgebracht.

Indien deze programmatiecriteria gewijzigd worden tijdens onderhandelingen tussen de Regering en de raad van bestuur, kan over deze geen nieuw advies door het Programmatiecomité verleend worden, behoudens als de Regering het aanvraagt.

De programmatiecriteria, zodra ze aangenomen werden door de Office en de Regering, worden ter informatie aan het Programmatiecomité toegezonden. »

Art. 11. In artikel 23 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », worden tussen het eerste lid en het tweede lid, de twee volgende leden ingevoegd :

« Op het voorstel van de raad van bestuur, genomen bij een tweederde meerderheid, wijst de Regering, bij overlegd besluit, een adjunct-directeur-generaal - deskundige van rang 15 aan die ermee belast wordt de administrateur-generaal met expertise bij te staan in het kader van zijn directie bedoeld bij het eerste lid.

De administrateur-generaal kan, onder zijn eigen gezag, een deel of het geheel van zijn bevoegdheden aan de directeur-generaal - deskundige delegeren. »

Art. 12. In artikel 24 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » afgekort « O.N.E. », worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 2/1, ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2/1. De adjunct-directeur-generaal - deskundige geniet het geldelijk statuut en het pensioenstelsel van de ambtenaren van dezelfde rang van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en beschikt over dezelfde logistieke middelen als de administrateur-generaal.

De adjunct-directeur-generaal - deskundige vervult de algemene voorwaarden voor de toegang tot een openbaar ambt bedoeld bij artikel 1, § 3 van het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren. »;

2° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « Het personeel wordt aangeworven, benoemd, bevordert of aangesteld overeenkomstig de bepalingen die zijn vastgelegd door de Regering. » vervangen door de woorden « Onverminderd de §§ 1 en 2/1., wordt het personeel aangeworven, benoemd, bevordert of aangesteld overeenkomstig de bepalingen die door de Regering zijn vastgelegd. »;

3° in hetzelfde lid, in de Franse tekst, wordt het woord « Le » vervangen door het woord « le ».

Art. 13. In artikel 26, § 2, van hetzelfde decreet, worden de woorden « die één jaar na de vernieuwing van de Raad van de Franse Gemeenschap eindigt » vervangen door de woorden « van vijf jaar ».

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen aan het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang

Art. 14. In artikel 1 van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Er wordt een punt 3/1 ingevoegd na punt 3, luidend als volgt : « 3/1. Onder « OVT-coördinator » dient verstaan te worden « de opvang-vrije-tijd coördinator »;

2° Er wordt een punt 9 toegevoegd na punt 8, luidend als volgt : « 9. Onder « flexibele buitenschoolse opvang » dient verstaan te worden « de opvang van kinderen bedoeld bij artikel 2, gedurende de vrije tijd, vóór zeven uur en na achttien uur tijdens de week, en tijdens het weekeinde. »

Art. 15. Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

« De betrokkenheid van de gemeente bij het Opvang-Vrije-Tijd coördinatieproces wordt verwezenlijkt door de ondertekening van een overeenkomst met de O.N.E. over het ontwerpen en uitvoeren van de coördinatie van de opvang van kinderen gedurende hun vrije tijd. Na advies van de O.N.E., bepaalt de Regering een modelovereenkomst waarin minimum vervat worden de rechten en verplichtingen van de gemeente en de O.N.E.. »

Art. 16. In artikel 6, § 1, tweede lid, 1., van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 1 juli 2005 houdende diverse maatregelen betreffende het leerplichtonderwijs en het onderwijs voor sociale promotie, het hoger onderwijs, de gezondheidspromotie op school, de coördinatie van de opvang van kinderen tijdens hun vrije tijd en de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de hulpverlening aan de jeugd, de permanente opvoeding en de begrotingsfondsen, worden de woorden « de in artikel 17 bedoelde coördinator van de opvang » vervangen door de woorden « de in artikel 17 bedoelde OVT-coördinator ».

Art. 17. In artikel 7, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de coördinator voor de opvang bepaald in artikel 17 » vervangen door de woorden « de in artikel 17 bedoelde OVT-coördinator ».

Art. 18. In Hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een artikel 11/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 11/1. § 1. De GOC bepaalt, om het jaar, de prioritaire doelstellingen betreffende het ontwerpen en uitvoeren en de kwalitatieve en kwantitatieve ontwikkeling van het LCK-programma bedoeld bij artikel 8. De OVT-coördinator bedoeld bij artikel 17 verwezenlijkt deze prioritaire doelstellingen met concrete acties in een jaarlijks actieprogramma.

Het jaarlijkse actieprogramma dekt de periode van september tot augustus. Het moet voorgelegd, gedebatteerd en goedgekeurd worden door de GOC. Het wordt daarna overgezonden aan de gemeenteraad en de erkenningscommissie bedoeld bij artikel 21.

Na advies van de O.N.E., bepaalt de Regering het schema voor het jaarlijkse actieprogramma en de praktische nadere regels voor de doorzending van het jaarlijkse actieprogramma.

§ 2. De verwezenlijking van het jaarlijkse actieprogramma wordt door de GOC beoordeeld. De uitslag van deze evaluatie wordt in het activiteitenverslag opgenomen van de OVT-coördinator bedoeld bij artikel 17. Het activiteitenverslag wordt ter informatie aan de leden van de GOC, de gemeentelijke raad en de erkenningscommissie bedoeld bij artikel 21 overgezonden.

Na advies van de O.N.E., bepaalt de Regering de minimale inhoud van het activiteitenverslag en de praktische nadere regels voor de doorzending van het jaarlijkse verslag. »

Art. 19. In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van Hoofdstuk IV vervangen door hetgeen volgt : « Omtrent de kwaliteit van de opvang ».

Art. 20. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « De opvangoperator die aan het LCK-programma deelneemt, garandeert de aanwezigheid van een verantwoordelijke voor het opvangproject, die eveneens een ambt van opvanger(ster) kan vervullen » vervangen door de woorden « De opvangoperator die aan het LCK-programma deelneemt of die krachtens dit decreet erkend is, garandeert de aanwezigheid van een verantwoordelijke voor het opvangproject, die eveneens een ambt van opvanger(ster) kan vervullen »;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « Door een omkadering te verzekeren die minstens gelijk is aan diegene die hij het voorafgaande jaar vervulde, zorgt de operator die deelneemt aan het LCK-programma minstens voor de aanwezigheid van » vervangen door de woorden « Door een omkadering te verzekeren die minstens gelijk is aan diegene die hij het voorafgaande jaar vervulde, zorgt de operator die deelneemt aan het LCK-programma of die krachtens dit decreet erkend is minstens voor de aanwezigheid van »;

3° in § 2, eerste lid, worden de woorden « Elke opvangplaats binnen het LCK-programma is omkaderd door een verantwoordelijke voor het opvangproject onder de verantwoordelijkheid van de opvangoperator » vervangen door de woorden « Elke opvangplaats binnen het LCK-programma en elke opvangplaats waar kinderen door een opvangoperator opgevangen wordt die erkend is krachtens dit decreet, wordt door een verantwoordelijke voor het opvangproject onder de verantwoordelijkheid van de opvangoperator omkaderd »;

4° in § 2,, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden « of die krachtens dit decreet erkend is »;

5° in § 3, worden de woorden « binnen het LCK-programma » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 16, § 1, tweede lid, ».

Art. 21. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, dat § 1 wordt, worden de woorden « minstens één coördinator of coördinatrice van de opvang » vervangen door de woorden « minstens één OVT-coördinator »;

2° In het tweede lid, dat § 2 wordt, in de inleidende zin, worden de woorden « de opdrachten van coördinator van de opvang » vervangen door de woorden « de opdrachten van OVT-coördinator »;

3° In de nieuwe § 2, worden de punten 1. tot 7. vervangen door hetgeen volgt :

« 1° het lid van het college van burgemeester en schepenen belast met deze materie ondersteunen in de verwezenlijking en het dynamiseren van de OVT coördinatie, zoals beschreven in dit decreet;

2° de opvangoperators sensibiliseren en begeleiden in de ontwikkeling van een kwaliteitsopvang;

3° de ontwikkeling van een samenhangend beleid inzake OVT op het grondgebied van de gemeente ondersteunen. »;

4° De nieuwe § 2 wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt : « De Regering bepaalt, na advies van de O.N.E., de nadere regels voor het ontwerpen en uitvoeren van deze opdrachten. »;

5° Er wordt een § 3 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De persoon die aangesteld wordt door de gemeente of door de geconventioneerde vzw bedoeld bij § 1 om de opdrachten te vervullen van OVT-coördinator moet, minstens, over een bekwaamheidsbewijs, diploma of getuigschrift ter bekrachtiging van het slagen van een opleiding van het niveau van het hoger onderwijs van het korte type erkend door de Regering van de Franse Gemeenschap, beschikken. De lijst van deze bekwaamheidsbewijzen, diploma's of getuigschriften wordt door de Regering bepaald.

De gemeente of de geconventioneerde vzw bedoeld bij § 1, zorgt voor de voortgezette opleiding van de OVT-coördinator, inzonderheid door hem in te schrijven voor de opleidingsmodules opgenomen in het programma voor voortgezette opleiding bedoeld bij artikel 20, tweede lid. »

Art. 22. In artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, in de eerste zin, worden de woorden « Binnen het LCK-programma worden de kinderen die door opvangoperators zijn opgevangen » vervangen door de woorden « Binnen het LCK-programma of binnen de opvang uitgevoerd door iedere opvangoperator erkend krachtens dit decreet, worden de kinderen die door opvangoperators zijn opgevangen »;

2° In het eerste lid, 2., worden de woorden « binnen het LCK-programma » vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 16, § 1, eerste lid, ».

Art. 23. In artikel 20, eerste en vijfde leden, van hetzelfde decreet, worden de woorden « binnen het LCK-programma » telkens vervangen door de woorden « bedoeld bij artikel 16, § 1, eerste en tweede leden, ».

Art. 24. In artikel 27 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de eerste en tweede leden worden samengebracht onder een § 1;

2° Er wordt een paragraaf 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. In afwijking van § 1, bepaalt de Regering de voorwaarden waaronder de opvangoperators die alle voorwaarden van striktere subsidies, bepaald door of krachtens artikel 35, § 2, in acht nemen, vrijgesteld worden, om erkend te worden, van de naleving van de volgende erkenningsvoorwaarden :

1° Deelnemen aan een LCK-programma als zijn activiteiten uitvoert, ofwel op het grondgebied van een gemeente die noch over een GOC noch een LCK-programma beschikt, ofwel op het grondgebied van een gemeente die over een GOC beschikt maar alsnog geen LCK-programma heeft ingesteld voor het deel van het grondgebied waarop de opvangoperator zijn activiteiten uitvoert;

2° De O.N.E. erkent de opvangoperator bedoeld bij het eerste lid na nazicht van zijn inachtneming van de bepalingen bedoeld bij of krachtens dit decreet. »;

3° Het voormalige derde lid wordt paragraaf 3;

4° Het voormalige vierde lid wordt paragraaf 4;

5° De nieuwe paragraaf 4 wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Voor de toepassing van de §§ 1 en 2, kan de erkenning enkel aan een publiekrechtelijke persoon of een vzw toegekend worden. »;

6° Er wordt een paragraaf 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Wordt de erkenning geweigerd, dan kan de opvangoperator een beroep instellen bij de Regering tegen de beslissing van de O.N.E.. Dit beroep wordt uitgeoefend door het verzenden van een aangetekende brief binnen een termijn van vijftien werkdagen vanaf de ontvangst van de beslissing tot weigering.

De verzoekende partij beschikt over het recht door de Regering over haar beroepsmiddelen gehoord te worden.

De Regering onderzoekt het dossier binnen een termijn van 120 dagen vanaf de dag van ontvangst van het beroep. Zij geeft kennis van haar beslissing aan de opvangoperator per aangetekende brief. »

Art. 25. In artikel 29 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden « bij dit decreet » vervangen door de woorden « bij of krachtens dit decreet »;

2° Er worden een derde en vierde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Tegen de beslissingen tot intrekking van de erkenning kan een beroep worden ingesteld bij de Regering volgens de procedure bepaald bij artikel 27, § 5.

Het instellen van het beroep heeft tot gevolg dat de uitwerking van de beslissing opgeschort wordt. »

Art. 26. In hetzelfde decreet, wordt het opschrift van Hoofdstuk VI vervangen door hetgeen volgt : « Over de financiële deelneming van de personen die de kinderen toevertrouwen ».

Art. 27. In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid, worden de woorden « die deelneemt aan het LCK-programma door de principes » vervangen door de woorden die deelneemt aan het LCK-programma of die krachtens dit decreet erkend wordt door de principes »;

2° In het derde lid, worden de woorden « mogen de opvangoperatoren die aan het LCK-programma deelnemen korting geven, » vervangen door de woorden « mogen de opvangoperatoren die aan het LCK-programma deelnemen of die krachtens dit decreet erkend worden, korting geven, ».

Art. 28. In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « van bij de eerste vergadering van de GOC, » vervangen door de woorden « van bij de eerste vergadering van de GOC en de ondertekening van de overeenkomst bedoeld bij artikel 5, »;

2° In het eerste lid worden de woorden « van de coördinator of de coördinatrice van de opvang » vervangen door de woorden « van de OVT-coördinator »;

3° In het derde lid worden de woorden « artikel 17, eerste lid » vervangen door de woorden « artikel 17, § 1 »;

4° In het vierde lid worden de woorden « of als de erkenning ingetrokken wordt » vervangen door de woorden « ,als de erkenning ingetrokken wordt of als de gemeente de voorwaarden van de overeenkomst bedoeld bij artikel 5 niet in acht neemt ».

Art. 29. In Hoofdstuk VII, Afdeling 3 van hetzelfde decreet, wordt het opschrift van de Eerste Onderafdeling vervangen door hetgeen volgt : « Omtrent de werking van de buitenschoolse opvang ».

Art. 30. In artikel 35 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de actuele zes leden vormen paragraaf 1;

2° Er worden paragrafen 2, 3, 4 en 5 ingelast, opgesteld als volgt :

« § 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen subsidies ter dekking van personeels-, werkings- en uitrustingskosten door de O.N.E. toegekend worden aan de opvangoperator die de aanvullende voorwaarden in acht neemt inzake, inzonderheid, een verbeterde toegankelijkheid van het project wat betreft de openingsuren, een strengere begeleidingsnorm en infrastructuur.

In dit geval, wordt de opvangoperator geacht aan de erkeningsvoorwaarden bepaald bij artikel 27 te voldoen.

De aanvullende voorwaarden voor de subsidiëring bedoeld bij het eerste lid worden door de Regering bepaald.

De Regering bepaalt tevens de berekeningsregels en de praktische en administratieve nadere regels voor de toekenning en verantwoording van de subsidies bedoeld bij het eerste lid.

§ 3. Wanneer de O.N.E. vaststelt dat één van de voorwaarden voor de subsidiëring bedoeld bij § 1 of § 2 niet meer in acht wordt genomen, richt hij aan de betrokken dienst een ingebrekestelling om zijn verplichtingen na te komen en vermeldt hij de termijn waarover de dienst in dat verband beschikt.

Indien op het einde van de termijn bedoeld bij het vorige lid, de opvangoperator zich nog steeds niet naar zijn verplichtingen schikt, kan de O.N.E. beslissen de subsidie op te schorten, terug te houden of in te trekken naargelang de ernst van de overtreding.

Er wordt aan de opvangoperator per aangetekende brief van deze met redenen omklede beslissing kennis gegeven.

Wordt de subsidie opgeschort, dan vermeldt de beslissing de duur van de opschorting, die niet langer dan zes maanden mag duren.

§ 4. Wordt de beslissing tot weigering van de toekenning van subsidie of opschorting, terughouding of intrekking ervan genomen, dan kan de opvangoperator een beroep instellen bij de raad van bestuur tegen deze beslissing. Dit beroep wordt uitgeoefend door de verzending van een aangetekende brief binnen een termijn van vijftien werkdagen na de ontvangst van de beslissing tot weigering.

De verzoekende partij beschikt over het recht gehoord te worden over haar beroepsmiddelen.

De raad van bestuur onderzoekt het dossier binnen een termijn van 60 dagen vanaf de dag van ontvangst van het beroep. Hij maakt zijn beslissing bekend aan de opvangoperator per aangetekende brief.

Het instellen van een beroep schort de uitwerking van de beslissing op.

§ 5. De simultane subsidiëring van een opvangoperator voor eenzelfde opvangplaats én op basis van artikel 35, § 1 én op basis van artikel 35, § 2, wordt uitgesloten, behoudens uitzondering bepaald door de Regering. »

Art. 31. In Hoofdstuk VII, Afdeling 3 van hetzelfde decreet, wordt een onderafdeling 1/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Omtrent de werking van de flexibele buitenschoolse opvang ».

Art. 32. In de onderafdeling 1/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 35/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 35/1. Met het oog op het inrichten van de flexibele buitenschoolse opvang, en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, kunnen bijkomende subsidies ter dekking van personeels-, werkings- en uitrustingskosten door de O.N.E. toegekend worden aan de erkende opvangoperator.

De aanvullende voorwaarden die de erkende opvangoperators in acht moeten nemen voor de bijkomende subsidiëring bedoeld bij het eerste lid worden door de Regering bepaald.

De Regering bepaalt tevens de berekeningsregels en de praktische en administratieve nadere regels voor de toekenning en verantwoording van de subsidies bedoeld bij het vorige lid.

Deze subsidies kunnen opgeschort, teruggehouden of ingetrokken worden in de gevallen en volgens de procedure bedoeld bij artikel 35, § 3.

Wordt de beslissing tot weigering van de toekenning van subsidie of van opschorting, terughouding of intrekking ervan genomen, dan kan de opvangoperator een beroep instellen volgens de procedure bedoeld bij artikel 35, § 4. »

Art. 33. In artikel 36, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « krachtens dit decreet voor de opvang van kinderen uit minder bedeelde omgevingen » vervangen door de woorden « krachtens dit decreet, met uitzondering van de opvangplaats(-en) van de opvangoperator die de toegekende subsidies geniet met toepassing van artikel 35, § 2, » voor de opvang van kansarme kinderen ».

Art. 34. In artikel 37, eerste lid, van hetzelfde decreet, in de eerste zin, worden de woorden « krachtens dit decreet en die nieuwe activiteiten ontwikkelt » vervangen door de woorden « krachtens dit decreet, met uitzondering van de opvangplaats(-en) van de opvangoperator die de toegekende subsidies geniet met toepassing van artikel 35, § 2, en die nieuwe activiteiten ontwikkelt ».

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Afdeling I. — Algemene overgangsbepalingen

Art. 35. De Regering kan overgangsbepalingen treffen betreffende de erkende en gesubsidieerde opvangoperators in het kader van het FESC op de datum van ontbinding van dit laatste.

Afdeling II. — Bijzondere overgangsbepalingen

Art. 36. De gemeenten die, bij de inwerkingtreding van dit decreet, de coördinatie van de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd bij dit decreet, krijgen een termijn van negen maanden vanaf de inwerkingtreding van het besluit tot vaststelling van de inhoud en de nadere regels voor de toepassing van de overeenkomst bedoeld bij artikel 5 van het voornoemde decreet van 3 juli 2003, om zich naar de nieuwe verplichtingen opgelegd bij dit decreet te schikken.

Art. 37. Artikel 17, § 3, eerste lid, van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd bij dit decreet, is enkel van toepassing voor de OVT-coördinatoren aangeworven na de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Afdeling III. — Slotbepaling

Art. 38. De artikelen 2, 1°, 4, 6 tot 10, 14, 2°, 19, 20, 22, 23, 24, 1° tot 5°, 25, 1°, 26, 27, 29 tot 35 treden in werking op de door de Regering bepaalde datum die aan de inwerkingtreding van de bijzondere wet houdende wijziging, om aan de gemeenschappen aanvullende middelen toe te kennen, van de wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten en van de wet tot opheffing, met als doel het ontbinden ervan, van het FESC, van artikel 107 van de samengeordende wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, niet mag voorafgaan.

Artikel 2, 2° en artikel 3 treden in werking bij de eerste vernieuwing van de raad van bestuur die volgt op de inwerkingtreding van de bepalingen bedoeld bij het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel op 26 maart 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMO.N.E.T

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,

M. TARABELLA

Nota

(1) *Zitting 2008- 2009 :*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 616-1. — Advies van de Raad van State, nr. 616-2. — Commissieamendementen, nr. 616-3. - Verslag, nr. 616-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 24 maart 2009.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2645

[C - 2009/29378]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'approbation des fusions entre Ecoles supérieures des Arts

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques de l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), notamment l'article 4, § 3;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu la concertation du 2 mars et du 9 mars 2009 avec les organisations représentatives des étudiants;

Vu la concertation du 5 mars 2009 avec les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement supérieur artistique;

Vu le protocole de négociation du Comité de Secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné du 12 mars 2009 :

Vu l'avis n° 46.327/2 du Conseil d'Etat, donné le 22 avril 2009 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition de la Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dépôt de la proposition de fusion

Article 1^{er}. § 1^{er}. La proposition de fusion d'Ecoles supérieures des Arts est établie par les pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts concernées. Elle est soumise aux avis du Conseil social, du Conseil de gestion pédagogique et du Conseil des Etudiants de chaque Ecole supérieure des Arts concernée. Cet avis porte également sur le projet pédagogique et artistique de la nouvelle Ecole supérieure des Arts.

Pour être pris en compte, ces avis sont rendus dans les trente jours de la demande d'avis par les autorités de l'Ecole supérieure des Arts.

§ 2. Les pouvoirs organisateurs des Ecoles supérieures des Arts transmettent au Ministre ayant l'enseignement supérieur dans ses attributions la proposition de fusion des Ecoles supérieures des Arts.

Art. 2. La proposition de fusion des Ecoles supérieures des Arts transmise au Ministre compétent comprend :

1° le projet pédagogique et artistique de la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

2° les avis du Conseil social, du Conseil de gestion pédagogique et du Conseil des Etudiants de chaque Ecole supérieure des Arts concernée;

3° la dénomination retenue de la nouvelle Ecole supérieure des Arts;

4° la détermination de la nature juridique de la nouvelle Ecole supérieure des Arts au moment de sa création et les projets de statuts y afférents;

5° la détermination du réseau dont relève la nouvelle Ecole supérieure des Arts;